

LE RÔLE DE L'ONU EN IRAK OCCUPÉ

Qui a tué Sergio Vieira de Mello ?



Le spectaculaire assassinat en août 2003 à Bagdad du représentant spécial du secrétaire général de l'Onu, Sergio Vieira de Mello, devant les toupes impuissantes de la Coalition, reste inexpliqué. Plusieurs hypothèses concernant les commanditaires de l'attaque ont été avancées, mais aucune n'a été prouvée. L'émotion provoquée par cet attentat a masqué le rôle exact de la victime et ses relations ambiguës avec la Coalition.

page 2

Faut-il réformer l'AIEA ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Au moment où l'AIEA se réunit à Vienne pour examiner le cas iranien, Michael A. Levi propose une réforme de l'agence. Constatant qu'elle poursuit le double objectif d'aider les pays en voie de développement à maîtriser l'énergie nucléaire civile et d'empêcher la prolifération du nucléaire militaire, il préconise de la scinder en deux. Une proposition qui laisse entier le problème technique de l'impossible distinction entre les deux technologies.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'idée d'une trêve fait l'objet d'intenses négociations au sein de l'Autorité palestinienne

■ Israël doit faire face aux critiques de Washington sur ses opérations de colonisation

■ Le ministre des Affaires étrangères israélien s'entretient avec le directeur général de l'AIEA

■ Au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, les États non-alignés soutiennent l'Iran

■ Israël revient progressivement sur sa politique de boycott du personnel diplomatique ayant rencontré Arafat

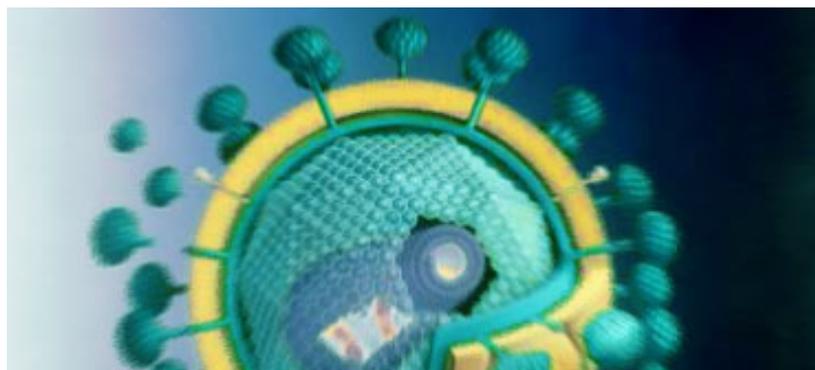
■ La ministre britannique pour le Proche-Orient écoute les doléances libanaises

■ Le Bahreïn soutient l'Arabie saoudite dans sa lutte contre le terrorisme

page 12

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Qui va faire la guerre au sida ?



Deux ans après que le Conseil de sécurité de l'Onu ait adopté la résolution 1308, aucun des objectifs assignés en matière de lutte contre le VIH/sida n'a été atteint. Réuni le 18 novembre, le Conseil a dressé un nouveau bilan de ce qu'il faudrait faire et s'est préparé à célébrer, le 1er décembre, une nouvelle journée mondiale contre la pandémie. Mais les malades qui agonisent peuvent-ils attendre encore ou faut-il placer en accusation les responsables politiques qui manquent à leurs obligations comme le préconise Gilles Alfonsi ?

page 18

Le rôle de l'ONU en Irak occupé

Qui a tué Sergio Vieira de Mello ?

Le spectaculaire assassinat en août 2003 à Bagdad du représentant spécial du secrétaire général de l'Onu, Sergio Vieira de Mello, devant les toupes impuissantes de la Coalition, reste inexpliqué. Plusieurs hypothèses concernant les commanditaires de l'attaque ont été avancées, mais aucune n'a été prouvée. L'émotion provoquée par cet attentat a masqué le rôle exact de la victime et ses relations ambiguës avec la Coalition.



Sergio Vieira de Mello

Dans l'après-midi du 19 août 2003, une puissante bombe cachée dans un camion détruit le siège des Nations unies à Bagdad, tuant le Haut-Commissaire pour les Droits de l'homme, le Brésilien Sergio Vieira de Mello, et vingt-deux autres personnes, dont ses plus proches collaborateurs et quelques visiteurs. La puissance de la charge explosive était telle, qu'elle creusa un cratère de cinq mètres de diamètre et de deux mètres de profondeur. La déflagration fut suffisamment forte pour souffler le

bureau de Sergio Vieira de Mello distant de 15 mètres. La plupart des victimes décédèrent sur le coup, mais le Haut-Commissaire survécut à ses blessures pour finalement décéder à son tour quelques heures plus tard à l'hôpital.

Cet attentat a choqué l'*establishment* diplomatique et humanitaire dans le monde entier. Certes, ce n'était pas la première fois qu'un fonctionnaire international de haut rang était assassiné dans l'exercice de ses fonctions pour la paix. Mais on n'avait pas vu chose semblable depuis 1961, date à laquelle le Suédois Dag Hammarskjöld, alors secrétaire général de l'Onu, mourut en Rhodésie dans l'explosion de son avion. Un accident au demeurant jamais élucidé.

À Genève, siège des institutions internationales de protection des Droits de l'homme, le choc et la consternation furent grands.

Les fonctionnaires de l'Onu organisèrent une marche de protestation tandis que

l'organisation érigea un monument à la mémoire de tous les fonctionnaires internationaux tombés en mission.

De nombreuses hypothèses ont été évoquées pour expliquer cet attentat qui n'a pas été revendiqué.

L'Autorité d'occupation l'a attribué à des terroristes d'Al Qaïda infiltrés en Irak. D'autres ont évoqué les partisans du despote déchu, Saddam

Husseïn, et sa Garde républicaine. On a envisagé un acte de résistance contre l'Onu, dont le secrétaire général n'a jamais clairement condamné l'agression et l'occupation états-unienne. Ou encore un coup fourré de la CIA.



Funérailles à Genève de M. Vieira de Mello

© Red Voltaire

Sergio Vieira de Mello était un homme élégant, toujours apprêté avec soin et portant des costumes tirés à quatre épingles. Il entretenait sa forme physique et se préoccupait de son look. C'était un homme brillant, facile d'accès et spontanément sympathique. Il s'était fait remarquer par son habileté à réconcilier les contraires, à trouver des consensus entre belligérants, à jouer les « réparateurs diplomatiques ». C'était aussi un fonctionnaire prudent, évitant méticuleusement d'entrer en conflit avec les grandes puissances.

C'est pourquoi il avait à la fois suscité l'admiration dans son travail en faveur des réfugiés et la frustration dans son action de défense des Droits de l'homme. À la différence de Mary Robinson, qui le précéda au Haut-Commissariat des Droits de l'homme, et qui était appréciée des ONG pour son courage et son franc-parler, lui, qui s'était montré si efficace pour venir en aide aux personnes déplacées, fit preuve de faiblesse face à la raison d'État.



Info dimanche, 16 mars 2003

Sergio Vieira de Mello : « Bush m'a assuré que les États-Unis ne tortureront pas »

Désigné par Kofi Annan comme Haut-Commissaire aux Droits de l'homme, il fut confirmé dans cette fonction par l'Assemblée générale, en octobre 2003. Mais il se laissa dépasser par les enjeux juridiques de sa fonction.

En mars 2003, peu avant que les États-Unis n'attaquent l'Irak, Vieira de Mello rendit visite au président George W. Bush et à sa conseillère nationale de sécurité, Condoleezza Rice, à Washington. Bien qu'aucun communiqué n'ait été publié à l'issue de ces entretiens, de nombreux observateurs estiment que la Maison-

Blanche le sollicita à ce moment pour représenter l'Onu en Irak lorsque la guerre serait finie. Les États-Unis avaient en effet renoncé à la candidature de Bernard Kouchner, compte-tenu de l'opposition du gouvernement français à la guerre. Pour la Maison-Blanche, le Brésilien avait toujours été un fonctionnaire

international conciliant. N'avait-il pas résolu les problèmes humanitaires après les massacres du Timor et la guerre du Kosovo sans jamais poser de questions sur la cause de ces malheurs ? De retour à Genève, il avait provoqué la consternation de ses collaborateurs en déclarant avec ingénuité à *Info Dimanche* que le président Bush lui avait promis que les forces US ne tortureraient pas en Irak, même si elles feraient preuve d'un peu de rudesse.

Cependant le Conseil de sécurité, qui n'avait pas donné son feu vert à l'opération « Liberté en Irak », n'entendait pas l'avaliser *a posteriori* en mandatant le secrétaire général pour administrer le pays aux côtés des forces d'agression. Les activités de l'Onu y furent donc limitées aux questions humanitaires.

Soutenu par les États-Unis, Sergio Vieira de Mello argua de sa fonction de Haut-Commissaire aux Droits de l'homme pour s'immiscer dans le dossier irakien. À l'issue d'un bras de fer au Conseil de sécurité, Kofi Annan accepta de le mandater, non sans lui avoir adjoint l'ancien ministre libanais de la Culture, Ghassan Salamé, pour le surveiller. L'installation de Vieira de Mello à Bagdad décapita le Haut-Commissariat des Droits de l'homme à Genève qui, privé de chef, suspendit toute initiative.

Dans un premier temps, Vieira de Mello se lia d'amitié avec les administrateurs états-unien et britannique, L. Paul Bremer III et John Sawers. Sa complaisance avec la Coalition suscita de fortes tensions aussi bien avec son adjoint, Ghassan Salamé, qu'avec son pays d'origine. Le président brésilien, « Lula », manifesta son irritation face à son alignement permanent sur les thèses de la Coalition, comme l'a révélé dans *O Estado de Sao Paulo* Jamil Chade, dernier journaliste à avoir interviewé Vieira de Mello..

Pourtant rapidement, Vieira de Mello prit acte de la réalité et multiplia les demandes d'explications à la Coalition. Au moment où il fut assassiné, il terminait la rédaction d'un rapport alarmant au secrétaire général. Il y notait l'abîme séparant le chaos irakien des communiqués auto-satisfaits de la Coalition.

Dans ces conditions, qui l'a tué ? Le *modus operandi* de l'attentat suppose une organisation de type militaire et une synchronisation avec des guetteurs dans le bâtiment. L'accusation de l'US Central Command contre des partisans de Ben Laden infiltrés n'est pas plausible. D'une part parce que les exécutants étaient installés sur place et parce que l'existence même de l'organisation Al Qaïda n'a jamais été démontrée. Il s'agit à l'évidence d'une manière d'affirmer que la situation locale est sous contrôle, sauf intervention extérieure.

Selon David Halliday, un quaker irlandais qui représenta les agences humanitaires de l'Onu en Irak jusqu'en 1998 et fut « nommé » au prix Nobel de la paix, l'organisation est détestée par les Irakiens. En effet, elle a été dévoyée depuis plus de dix ans par les États-Unis et le Royaume-Uni qui lui ont fait entériner les injustices en Palestine et poursuivre l'embargo contre l'Irak. Il est donc, selon lui, parfaitement possible que l'attentat ait été perpétré par des Irakiens. Il est même surprenant que ceux-ci n'aient pas combattu l'Onu plus tôt. Cette analyse sévère est confirmée en tous points par son successeur à Bagdad, le diplomate allemand Hans von Sponeck. Elle laisse ouverte aussi bien

l'hypothèse des partisans de l'ancien régime que celle de la résistance nationaliste.

Reste la piste états-unienne. Elle ne peut être écartée dans la mesure où certains des attentats qui ont été perpétrés en Irak ont été commandités par une faction militaire états-unienne partisane du chaos et de la contre-insurrection. C'est le cas, selon l'agence de presse iranienne *Mehr News* de l'assassinat de l'Ayatollah Baqer al-Hakim à Najaf dans une explosion ayant fait 82 morts et plus de 100 blessés le 7 août 2003 (voir [Regards du Proche-Orient du 6 novembre 2003](#)).

Elle aurait pu être motivée par le refus de Vieira de Mello de cautionner certaines dérives. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu venait juste d'avoir connaissance des détournements de fonds opérés par L. Paul Bremer III dans le trésor irakien en violation de la résolution 1483 (voir notre enquête « [Bush et Bremer détournent 5,7 milliards de dollars](#) »). Cette version est crédibilisée par le rapport du groupe d'experts indépendants, requis par l'Onu, sur la sécurité des personnels en mission. Il établit que les forces US ont volontairement manqué à leurs obligations les plus élémentaires pour assurer la sécurité de feu Sergio Vieira de Mello.

Il est encore trop tôt pour savoir avec certitude qui a tué Sergio Vieira de Mello, d'autant plus que quelle que soit la réponse, elle est incompatible avec les discours officiels.

Sandro Cruz

Administrateur du Réseau Voltaire et directeur de l'Agencia informe de prensa internacional (IPI).

Sergio Vieira de Mello est né au Brésil, à Rio de Janeiro, le 15 mars 1948. Il poursuit des études à Paris et reçoit, en 1974, le titre de docteur en philosophie à la Sorbonne, puis en 1985 celui de docteur en lettres et sciences humaines. C'est en 1969 qu'il débute sa carrière de fonctionnaire international aux Nations unies. D'abord affecté au Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) (1969-1980), puis conseiller politique de la force de l'Onu au Liban (1981-1983), il poursuit son ascension dans la hiérarchie onusienne au sein des organes d'aide aux réfugiés (1983-1993). Il est chargé de mission par le secrétaire général de l'Onu en Ex-Yougoslavie (1993-1994), avant de devenir l'adjoint de Sadako Ogata, Haut-Commissaire pour les Réfugiés (1995-1997). En 1998, il est nommé coordinateur de l'aide humanitaire d'urgence. On le retrouve plus tard comme administrateur des Nations unies au Timor-Oriental (1999-2002) avant d'être désigné par Kofi Annan Haut-Commissaire aux Droits de l'homme. Sa nomination est approuvée par l'Assemblée générale. C'est au cours de ce mandat qu'il part en Irak et y est assassiné à l'âge de 56 ans. Il aura passé au total trente-quatre années de sa vie au service de l'Onu.

Document



REPORT OF THE INDEPENDENT PANEL ON THE SAFETY AND SECURITY OF UN PERSONNEL IN IRAQ : 20 October 2003

PDF - 711.7 ko

Faut-il réformer l'AIEA ?

Analyse

Au moment où le Conseil des gouverneurs de l'AIEA se réunit à Vienne pour examiner le cas iranien, Michael A. Levi propose dans le *New York Times* une réforme de l'agence.

Constatant que l'AIEA poursuit le double objectif d'aider les pays en voie de développement à maîtriser l'énergie nucléaire civile et d'empêcher la prolifération du nucléaire militaire, il préconise de la scinder en deux. Cependant cette vision idyllique laisse entier le problème technique de l'impossible distinction entre technologies duales, de sorte qu'elle perpétuera l'hypocrisie actuelle et les risques de conflit. Une situation injuste qui profite exclusivement aux puissances nucléaires et surtout aux États-Unis.

Le représentant démocrate de Californie, Tom Lantos, s'indigne dans le *Christian Science Monitor* du cynisme de la Maison-Blanche dans le Caucase. Le département d'État reste muet sur les manipulations d'Edouard Chevardnarze en Géorgie et ferme les yeux sur des situations similaires en Azerbaïdjan et en Arménie. Partout, il sacrifie les Droits de l'homme aux appétits pétroliers.

L'ambassadeur des États-Unis, Stephen Sestanovich, qui joua un rôle de premier plan dans le démantèlement politique et économique de l'URSS, revient dans le *Washington Post* sur l'arrestation de Mikhail Khorokovsky. Celle-ci ne s'apparente pas à une lutte contre les trusts, relève-t-il, mais à l'installation d'une dictature. Pourtant, sans jamais revendiquer directement le pilotage de cette opération, le Kremlin ne s'est jamais réclamé de ces perspectives, mais d'une troisième : le contrôle des ressources naturelles du pays, confisquées par une douzaine d'oligarques... conseillés par l'ambassadeur Sestanovich.

Le député européen Sami Naïr dresse sans complaisance le bilan de l'intervention de la Coalition en Irak : violations du droit international, puis désastre humanitaire, et maintenant pillage économique. Dans *Libération*, il

note que les États-Unis ont réussi à sceller contre eux l'improbable alliance des nationalistes et des islamistes. Pour se sortir ce de borbier, ils ne pourront éviter longtemps de se soumettre à la légalité internationale et d'accepter un gouvernement d'union nationale incluant le Ba'as.

Le journaliste Matti Golan poursuit la campagne du mouvement sioniste contre Jacques Chirac. Depuis des années, il tente de décrédibiliser le président français aussi bien en relayant les accusations de malversations dont il fait l'objet qu'en lui prêtant des préjugés antisémites. Cette fois, ses déclarations sont passées au peigne fin. À défaut d'y relever des éléments choquants, Matti Golan lui intente dans *Ha'aretz* un procès d'intention : sa condamnation des attentats antisémites illustrerait par contraste sa complaisance pour les attentats anti-israéliens. Or, la logique de l'auteur repose sur l'amalgame entre juifs et Israéliens qui était précisément une caractéristique de l'antisémitisme européen des cinquante dernières années.

Enfin, l'ancien ministre conservateur Malcolm Rifkind dénonce dans un discours reproduit par *The Independent* l'alignement de Londres sur Washington. Et il le fait dans des termes manifestant le peu de respect que lui inspire l'attitude de Tony Blair. À cette occasion, Rifkind rappelle que, par le passé, la relation privilégiée entre les deux capitales était équilibrée et n'excluait pas la critique.

Michael A. Levi

Michael A. Levi est directeur du Strategic Security Project de la Federation of American Scientists. Il est également membre de la Brookings Institution.

« Un message nucléaire équivoque »

Source : New York Times

Référence : « A Nuclear Mixed Message », par Michael A. Levi, *New York Times*, 20 novembre 2003.

La réunion du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui traitera de l'Iran promet d'être houleuse car les États-Unis veulent une résolution du Conseil de sécurité condamnant la violation du Traité de non-prolifération par l'Iran tandis que l'Europe veut négocier. La vraie question cependant est : qu'est-ce que l'Iran a le droit de faire ? Et pour répondre à cette question, l'AIEA n'est pas une structure appropriée. En effet, l'AIEA doit à la fois empêcher le développement d'armes nucléaires et aider au développement des programmes civils. Lors de sa création, en 1957, on pensait que l'uranium était beaucoup plus rare qu'on ne le sait aujourd'hui et que le développement de programmes civils privait donc de matériel les installations militaires. On pensait également que l'énergie nucléaire serait moins chère que les autres et qu'aider les pays en voie de développement à la posséder pourrait leur faire renoncer à acquérir des armes nucléaires. On sait aujourd'hui que tout cela est faux. L'AIEA a montré avec les cas iranien et nord-coréen qu'elle ne fonctionnait pas. Il faut donc diviser le travail de l'agence en deux.

En effet, aujourd'hui, n'importe quel pays peut affirmer développer un programme nucléaire civil en construisant un armement nucléaire car l'agence n'a pas le mandat lui permettant de différencier les installations selon leur usage. Il faut donc créer, à partir de l'AIEA, une agence qui devra lutter contre la prolifération nucléaire en cherchant dans les installations nucléaires civiles et militaires non-nucléaires et une agence qui devra aider au développement énergétique des pays en voie de développement par tous les moyens, y compris nucléaire.

Tom Lantos



Seul survivant de l'Holocauste à jamais avoir été élu au Congrès, d'origine hongroise, Tom Lantos est député californien depuis 1980. Il est le chef du groupe démocrate à la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Violemment anticommuniste, il a soutenu de nombreuses initiatives en faveur du rapprochement avec les anciens pays du bloc soviétique. C'est un fervent partisan d'Israël. Il a appelé à des sanctions contre l'Irak dès 1988 suite au gazage des Kurdes à Halabja. On le dit lié à Kofi Annan.

« Un Caucase qui s'embrase et des Américains calmes »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « A smoldering Caucasus and the quiet Americans », par Tom Lantos, *Christian Science Monitor*, 20 novembre 2003.

Le président **George W. Bush** a déclaré qu'il fallait une nouvelle stratégie pour défendre la démocratie au Proche-Orient, mais si cette nouvelle politique doit ressembler à ce que nous faisons dans le Caucase, autant renoncer tout de suite. Il semble, en effet que dans cette région, le pétrole est plus important pour les États-Unis que les Droits de l'homme ou la démocratie.

Le cas de la Géorgie est le dernier exemple en date. La fraude électorale avait poussé la commission centrale des élections à invalider les scrutins dans plusieurs bureaux de vote. Pourtant les bulletins n'y sont jamais parvenu et **Edouard Chevardnarze** a refusé d'annuler les élections et de les recommencer, provoquant de fortes manifestations. Le **département d'État** est resté muet sur le sujet, comme il l'avait été face à des situations similaires en Azerbaïdjan et en Arménie.

La stabilité de ces trois pays est dans l'intérêt des États-Unis et c'est pourquoi nous avons aidé à l'instauration d'une démocratie après l'effondrement de l'URSS, mais à quoi cela sert-il si nous ne soutenons pas des élections libres et justes ? En Arménie et en Azerbaïdjan, les deux présidents n'ont aucune légitimité et ne peuvent donc pas amener la prospérité à leur pays. La corruption dans ces pays est endémique et s'il faut continuer le commerce des hydrocarbures avec eux, il faut que cela profite à la population. Les États-Unis ont affranchi ces pays des influences russe et iranienne et se sont assuré de leur soutien dans la guerre au terrorisme, mais ils ont échoué à en faire des démocraties. Si nous ne changeons pas de politique, ces trois États seront bientôt en décrépitude ou soumis à des régimes autoritaires.

Stephen Sestanovich



Stephen Sestanovich est membre du Council on Foreign Relations et professeur de diplomatie internationale à l'université de Columbia. Il a été ambassadeur spécial pour l'ancienne URSS (1997-2001).

« Les réalités russes »

Source : Washington Post

Référence : « Russian Realities », par Stephen Sestanovich, *Washington Post*, 20 novembre 2003.

Dans la dernière décennie, il est devenu courant que les États-Unis critiquent un gouvernement étranger en affirmant que certaines de ses politiques ne seraient pas acceptées par les investisseurs globaux. C'est ce type d'argument que l'administration Bush a utilisé pour condamner l'arrestation de Mikhail Khodorkovsky alors qu'il aurait fallu dénoncer le tournant autoritaire de la politique russe. Les marchés ne peuvent pas remplacer la politique. **Vladimir Poutine** et son entourage se moquent des variations à court terme sur les marchés financiers car leur objectif est bien plus large.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas la direction d'une entreprise, c'est l'orientation du système politique russe. Poutine affirme combattre les trusts comme le faisait Teddy Roosevelt, mais ses méthodes contre un opposant sont plus celles de Brejnev ou de **Mugabe**. L'administration Bush ne veut y voir qu'un épisode de la transition de la Russie vers la démocratie mais, à l'approche des élections législatives, ce sont les deux seuls vrais partis démocratiques et réformistes russes qui pourraient disparaître de la Douma, privés du soutien de Mikhail Khodorkovsky.

Le président états-unien est fier de sa relation avec la Russie qui a servi les intérêts nationaux des deux pays en évitant les sujets périphériques sources de désaccords. Le président a cependant tort de penser que les changements politiques internes n'affecteront pas une relation qui n'est pas si solide que cela puisque dès que la Russie a pu s'opposer à la position états-unienne sans s'isoler sur la scène internationale, elle l'a fait.

Sami Naïr



Conseiller de Jean-Pierre Chevènement, Sami Naïr est député européen du Pôle républicain.

« Bush a perdu la guerre en Irak »

Source : Libération

Référence : « Bush a perdu la guerre en Irak », par Sami Naïr, *Libération*, 20 novembre 2003.

Après avoir violé la légalité internationale, piétiné l'ONU, méprisé l'opinion publique mondiale, causé un grand nombre de morts et fait payer le tribut en victimes à ses alliés, les États-Unis se sont emparés des richesses de l'Irak, y compris celles mises sous séquestre par l'ONU. Les puits de pétroles ont été sécurisés et le « marché » irakien offert aux **sociétés privées américaines proche de l'administration Bush** qui en reverseront une part pour la campagne de **George W. Bush** en 2004. Ce rapt offusque même les serviteurs les plus dociles de l'Amérique. Il s'agit bien d'une invasion coloniale enrobée dans la rhétorique

de la défense de la civilisation et dans les Droits de l'homme.

La surprise est venue de la rapidité avec laquelle les Irakiens, qui n'ont pas pleuré Saddam Hussein, se sont retournés contre les Américains. Nul ne sait qui compose la résistance, mais chacun comprend ce qu'elle veut : le départ des forces d'occupation. Les Irakiens préfèrent leur dignité nationale à une démocratie sous occupation étrangère. C'est une victoire pour Saddam Hussein qui se fait un destin de libérateur grâce aux États-Unis qui n'ont pas compris que les musulmans se réjouissent de leurs pertes. De plus en plus à Washington, on parle de borbier.

Les États-Unis sont parvenus à faire l'unité des nationalistes et des religieux contre eux. Ils se sont mis dans un piège qui coûte la vie à beaucoup de leurs soldats innocents et compromet la victoire de Bush en 2004. L'installation d'un régime irakien choisi par Washington n'y changera rien. Les États-Unis ont perdu et il va falloir désormais gérer la conséquence de leur défaite : la constitution d'une alliance islamo-nationaliste, à la fois force déstabilisatrice pour la région et seule chance pour l'Irak d'échapper à la guerre civile. Aujourd'hui, les États-Unis veulent l'aide de la communauté internationale, mais sans passer par l'ONU. Pourtant, s'ils la veulent ils vont devoir se retirer d'Irak et laisser la place à l'ONU en soumettant leurs troupes à son autorité. Ils devront accepter la mise en place d'un gouvernement provisoire regroupant toutes les tendances irakiennes (donc également des ba'asistes) et Bush devra se soumettre à la légalité internationale.

Malcolm Rifkind



Malcolm Rifkind est ancien ministre conservateur des Affaires étrangères britanniques (1995-1997)

« Blair se couche quand Bush insiste »

Source : The Independent

Référence : « Blair crumbles when Bush comes to shove », par Malcolm Rifkind, *The Independent*, 20 novembre 2003. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcée à la London School of Economics.

Les précédents Premiers ministres britanniques n'hésitaient pas à s'opposer aux Américains si nécessaire, mais **Tony Blair** apporte un soutien inconditionnel à **George W. Bush**.

Il est vrai que le ministère des Affaires étrangères travaille activement à la promotion d'initiatives britanniques concernant les projets de résolutions de l'ONU ou son implication dans la reconstruction de l'Irak et parfois les Américains en tiennent compte. Toutefois si ces initiatives ne leur plaisent pas, Blair n'insiste jamais.

Si vous me jugez injuste, analysez les événements des derniers mois. Le Premier ministre nous dit que renverser Saddam Hussein était un impératif moral, mais son régime était-il différent les cinq premières années du mandat de Tony Blair ou celui-ci a-t-il attendu que Bush lui dise que le changement de régime en Irak était la nouvelle politique états-unienne ? De même, il a affirmé qu'une seconde résolution était essentielle jusqu'à ce qu'il devienne évident qu'elle serait rejetée ; et ça ce n'est pas la faute de Bush qui a toujours dit clairement qu'il irait en Irak avec ou sans soutien international, mais de Blair.

Matti Golan

Journaliste et écrivain,
Matti Golan est l'ancien
rédacteur en chef

d'*Ha'aretz* et de *Globes*.

« Bon juif, méchant Israélien »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Good Jew, bad Israeli », par Matti Golan, *Jerusalem Post*, 20 novembre 2003.

Jacques Chirac a récemment affirmé que les citoyens juifs de France étaient plus français que les Français [1]. C'est formidable. Les dirigeants européens nous aiment désormais. Ils veulent nous protéger et dénoncent les attaques contre les juifs. Toutefois, nous, Israéliens, devons nous méfier car la condamnation du terrorisme qui attaque les juifs n'équivaut pas à la condamnation du terrorisme qui attaque les Israéliens.

La distinction entre juifs et Israélien n'est pas nouvelle. Elle est apparue en 1967, après la guerre des six jours. À cette époque, l'admiration pour le jeune État triomphant des pays arabes n'empêchait pas l'antisémitisme en Europe. Aujourd'hui, la distinction existe toujours, mais c'est le juif qui est le gentil et l'Israélien le méchant. Après la guerre des six jours, les Européens, ne pouvant pas accepter que des juifs soient capables de cette victoire, ont refusé de leur en donner le crédit et ont amorcé la distinction avec Israël afin de pouvoir conserver leurs préjugés. Aujourd'hui, les dirigeants européens estiment que les juifs n'ont rien à voir avec ce qui se passe en Israël.

Pourtant, les juifs sont juifs qu'ils vivent en Israël ou en France. La haine des juifs en Europe est profondément enfouie dans le sang, on naît et on grandit avec. En fait, ils définissent bien mieux que les rabbins ce qu'est un juif : un juif est quelqu'un qu'un antisémite considère comme juif.

[1] NDLR : Ce que Jacques Chirac a déclaré est, plus exactement : « *A travers les actes d'antisémitisme, c'est en effet chaque citoyen qui est atteint dans ses droits fondamentaux, le droit au respect de ses croyances, le droit au respect de ses convictions. Quand on s'attaque, en France, à un Juif, il faut bien comprendre que c'est à la France tout entière que l'on s'attaque.* ». Le texte intégral de son intervention est disponible dans le numéro 3 de *Voltaire*.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.

L'idée d'une trêve fait l'objet d'intenses négociations au sein de l'Autorité palestinienne

Référence : « PM Qureia asks Hamas to agree to hudna », par Arnon Regular, *Ha'aretz*, 20 novembre 2003.

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a demandé aux leaders du Hamas et autres factions armées palestiniennes, mercredi 19 novembre, de donner leur accord à un « *cessez-le-feu unilatéral* ». Cette trêve provisoire, telle que conçue par Ahmed Qureih, s'appliquera à toutes les attaques contre Israël et restera effective jusqu'à ce que les modalités d'un cessez-le feu durable soient formalisées, avec l'aide des négociateurs égyptiens. Les discussions autour de ce cessez-le-feu doivent débiter à la fin de la semaine prochaine.

Les responsables des factions palestiniennes n'ont pas répondu au cours de la réunion. Au sortir de celle-ci, Ahmed Qureih a déclaré qu'« *il n'y aura pas de hudna gratuite, comme ce fut le cas lors de la précédente trêve, lorsque Abu Mazen était au pouvoir. Avant tout, le prix à payer pour cette trêve est le rétablissement des conditions normales de vie pour les Palestiniens* ».

Le cheikh Ismael Abu Hania, qui dirigeait la délégation du Hamas, a déclaré que « *le Hamas est disposé à écarter les civils israéliens du cycle de violence à condition qu'Israël garantisse que les civils palestiniens ne seront plus visés. (...) Le Hamas n'est pas disposé à abandonner le droit des Palestiniens à l'auto-défense par rapport aux problèmes de conquête* ». Cette précision semble indiquer que les colonies israéliennes, ainsi que les militaires israéliens, pourraient continuer à être la cible d'attaques, étant donné leur implication dans le processus de colonisation.

Auparavant, le Premier ministre a rencontré Mohammed Dahlan, qui était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Mahmoud Abbas. D'après des sources palestiniennes citées par *Ha'aretz*, Ahmed Qureih souhaiterait s'assurer de l'aide de Dahlan, jusqu'ici très critique, dans l'application des accords de cessez-le-feu.

Le même jour, une délégation égyptienne est arrivée dans la bande de Gaza afin de mener des discussions parallèles avec le Premier ministre palestinien et les représentants des factions, et ainsi préparer les négociations de la semaine prochaine.

Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.



Le Jerusalem Post est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Israël doit faire face aux critiques de Washington sur ses opérations de colonisation

Référence : « Bush rebukes Israel, PA », par Douglas Davis, *Jerusalem Post*, 20 novembre 2003. « Sources : Israel, U.S. can reach agreement on outposts », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 20 novembre 2003.

Le président états-uniens, George W. Bush, a appelé, mercredi 19 novembre 2003, Israël à geler la construction de colonies, à démanteler les avant-postes illégaux, à mettre un terme à l'humiliation des Palestiniens et à ne pas préjuger de l'issue des négociations finales en construisant des murs et des clôtures. Devant le London Banqueting House, il a également formulé un appel vibrant en faveur d'une « *démocratie palestinienne viable* », et répété sa volonté de voir assurées « *la sécurité et la reconnaissance de l'État d'Israël, qui a vécu sous la menace d'une mort hasardeuse depuis trop longtemps* ». Il a ajouté que « *la paix ne saurait être réalisée par des dirigeants palestiniens qui intimident l'opposition, tolèrent et profitent de la corruption, et conservent des liens avec des organisations terroristes.* »

Il a ensuite appelé les dirigeants européens à « *s'opposer fermement* » aux expressions d'antisémitisme qui, d'après lui, « *empoisonnent le débat public sur l'avenir du Moyen-Orient* ». « *Les dirigeants européens devraient retirer leur soutien à tout dirigeant palestinien qui trompe son peuple et trahit sa cause* »

Après s'être érigé contre le manque de démocratie dans le monde arabe, il a demandé aux États arabe « *de mettre un terme à la subversion dans leur propre médias, à couper les soutiens financiers publics et privés au terrorisme et à établir des relations normales avec Israël* »

Il en a profité pour évoquer une alternative à l'« *axe du Mal* », « *un axe de réforme allant du Maroc à la Jordanie et au Qatar* », qui produit « *des élections et de nouvelles protections pour les femmes, ainsi que l'amorce d'un pluralisme politique* ».

Le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, a minimisé les critiques de George W. Bush à l'encontre d'Israël, indiquant qu'« *il y a des questions que nous ne voyons pas du même œil, mais l'amitié est continue et durable* ».

Le leader d'opposition Shimon Peres a réagi en déclarant qu'il avait averti Ariel Sharon depuis longtemps qu'Israël devrait prendre des initiatives diplomatiques et honorer ses engagements nées de la Feuille de route, au lieu d'attendre les réprimandes de Washington.

Sur la question des avant-postes, Israël doit élaborer une liste de sites à démanteler, qu'elle proposera aux États-Unis. L'ambassadeur états-uniens en Israël, Daniel Kurtzer doit rencontrer prochainement le brigadier-général, Mike Herzog, le secrétaire militaire du ministère de la Défense israélien, afin de discuter de cette question.

Ha'aretz, Jerusalem Post



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. propriété de la famille Schocken. Tiré à 75 000 exemplaires.



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le ministre des Affaires étrangères israélien s'entretient avec le directeur général de l'AIEA

Référence : « Shalom warns IAEA of Iranian danger », par Gil Hoffman, *Jerusalem Post*, 20 novembre 2003. « Shalom, IAEA chief discuss Iran's nukes », par Aluf Benn, *Ha'aretz*, 20 novembre 2003

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a rencontré, mercredi 19 novembre 2003, le directeur-général de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), Mohammed el-Baradei. Il s'agit de la première rencontre entre el-Baradei et un officiel israélien depuis plusieurs années. Shalom « a souligné, au cours de la réunion, les dangers que fait peser le programme nucléaire iranien sur la communauté internationale et Israël », d'après un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Selon lui, l'Iran aurait violé les engagements relatifs à sa coopération avec les autorités internationales au cours des 20 dernières années. Il a demandé à celle-ci d'empêcher l'Iran d'acquérir de l'uranium enrichi. Il a également suggéré que, si l'Iran continue à commettre de telles violations, la question soit transmise au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le président de l'AIEA a répondu qu'il n'avait pas été facile pour les Iraniens de faire ce qu'ils ont fait, à savoir rendre public le détail de leur programme nucléaire et accepter la visite d'inspecteurs. « *Je sais que vous êtes sceptiques, et moi aussi je le suis* », a-t-il déclaré. Il n'a pas mentionné le programme nucléaire israélien, mais a simplement évoqué l'importance d'accords régionaux.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, les États non-alignés soutiennent l'Iran

Référence : « NAM members back Iran's transparent nuclear program », IRNA, 19 novembre 2003.

Une majorité de pays non-alignés au sein du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) soutient le programme nucléaire iranien, récemment rendu transparent grâce à la communication d'informations par Téhéran.

Un membre de la délégation iranienne à l'AIEA a déclaré, mercredi 19 novembre 2003, que la plupart des pays non-alignés membres du Conseil étaient même disposés à proposer un projet de résolution sur le sujet, si nécessaire.

Un ordre du jour provisoire publié par l'AIEA, prévoit que le Conseil des gouverneurs adopte l'ordre du jour, avant d'entendre un discours introductif du Directeur Général, Mohammed el-Baradei, et le rapport du Comité d'assistance technique et de coopération.

L'étude des contrôles nucléaires devrait suivre, avec la conclusion d'accords de surveillance et de protocoles additionnels, ainsi que l'étude de l'application des garde-fous du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en Iran et en Corée.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Israël revient progressivement sur sa politique de boycott du personnel diplomatique ayant rencontré Arafat

Référence : « Israel opens door to special envoys who meet Arafat », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 20 novembre 2003.

Israël a modifié sa politique à l'égard de l'émissaire au Proche-Orient de l'Union européenne, Marc Otte, jusqu'ici boycotté par les officiels israéliens pour avoir rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

D'après une source officielle proche de Sharon, citée par le *Jerusalem Post*, le Premier ministre israélien aurait ainsi déclaré aux responsables italiens, rencontrés cette semaine au cours d'une visite officielle à Rome, que, bien qu'il ne pense pas qu'il soit nécessaire qu'il rencontre Otte, d'autres membres de son gouvernement d'un rang plus modeste auront la possibilité de le faire.

Ce revirement ne s'appliquerait pas à l'ensemble du personnel diplomatique qui choisit de rencontrer Arafat, mais à Otte et à un certain nombre d'autres émissaires qui ont la particularité d'être basés en Israël.

C'est le cas de l'émissaire russe, Alexander Kalugin, et de celui de l'ONU, Terje

Roed-Larsen.

Depuis quelques semaines, l'Union européenne haussait le ton sur le sujet, en menaçant de boycotter à son tour les diplomates israéliens.

L'Orient Le Jour



La ministre britannique pour le Proche-Orient écoute les doléances libanaises

Référence : « La baronne Symons « impressionnée » par les inquiétudes libanaises au sujet de l'implantation », *L'Orient Le Jour*, 20 novembre 2003.

La ministre d'État britannique pour le Proche-Orient, la baronne Elisabeth Symons, est en visite au Liban depuis mardi 18 novembre 2003. Elle a rencontré, mercredi 19, le Président Emile Lahoud, ainsi que Nabih Berry, Rafic Hariri, et le ministre des Affaires étrangères, Jean Obeid.

Après s'être entretenue avec eux, la baronne s'est dite « *très impressionnée par la gravité [qu'elle a perçue] dans les propos des responsables libanais sur le sujet de l'implantation des réfugiés palestiniens au Liban, notamment pour ce qui a trait aux implications que cette implantation peut avoir sur le tissu social libanais* ».

Le président de la République a en effet exprimé de manière explicite la position libanaise face à l'implantation, déclarant que « *les Libanais opposeront un front uni à tous ceux qui leur parleront de la naturalisation d'une partie des réfugiés palestiniens sur leur terre* », dans une référence explicite à la recommandation du Parlement européen en ce sens. Il a par ailleurs affirmé, lors de son entretien avec la ministre britannique, qu'un retour aux décisions du Conseil de sécurité de l'Onu était le seul moyen d'assurer la stabilité dans la région.

La baronne Symons a ensuite discuté avec le Premier ministre, Rafic Hariri, des moyens de développer des liens économiques entre le Royaume-Uni et le Liban. Selon elle, « *un grand nombre d'hommes d'affaires britanniques est très intéressé à investir et à entretenir des relations commerciales avec le Liban* ». Au sujet du processus de paix au Proche-Orient, elle a déclaré que « *le Royaume-Uni, à travers le Premier ministre Tony Blair, a toujours tenté de montrer que la seule solution au conflit israélo-palestinien était la création de deux États indépendants. Cette question reste une priorité pour nous et pour la communauté internationale. Elle est à l'ordre du jour du sommet entre M. Blair et le président américain George Bush à Londres.* » Elle a également insisté sur la nécessité de relancer la Feuille de route qui reste, aux yeux de Londres, la meilleure voie vers la paix.

Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

Le Bahreïn soutient l'Arabie saoudite dans sa lutte contre le terrorisme

Référence : « Bahrain PM condemns Riyadh bombings », par Mohammed Almezal, *Gulf News*, 20 novembre 2003.

Le Premier ministre du Bahreïn, cheikh Cheikh Khalifa bin Salman al Khalifa, a déclaré, mercredi 19 novembre 2003, que la récente attaque terroriste qui a visé un complexe résidentiel à Riyad s'opposait à toute valeur religieuse, morale et humaine.

« Le terrorisme est une hideuse peste qui n'a pas de foyer, pas d'identité et ne peut être justifiée d'aucune manière (...) C'est contraire à toute valeur religieuse, culturelle et morale ».

Il a ajouté que le Bahreïn soutenait *« toutes les mesures prises par l'Arabie saoudite pour assurer sa sécurité et sa stabilité et préserver toutes les grandes réalisations de sa civilisation ».*

Le cheikh Khalifa a également expliqué que la détérioration de la situation dans les territoires occupés palestiniens était *« le résultat de la politique du gouvernement israélien d'assassinat et de liquidation physique de tous les dirigeants palestiniens, son absence d'engagement au regard de la Feuille de Route et la construction du prétendu mur de sécurité avec toutes ses implications négatives ».*

Il a dit espérer que les forces de la Coalition en Irak *« réussissent à rétablir l'ordre et la sécurité aussi vite que possible afin d'ouvrir la voie à un transfert du pouvoir aux Irakiens ».*

Responsabilité politique

Qui va faire la guerre au sida ?

Deux ans après que le Conseil de sécurité de l'Onu ait adopté la résolution 1308, aucun des objectifs assignés en matière de lutte contre le VIH/sida n'a été atteint. Réuni le 18 novembre, le Conseil a dressé un nouveau bilan de ce qu'il faudrait faire et s'est préparé à célébrer, le 1er décembre, une nouvelle journée mondiale contre la pandémie. Mais les malades qui agonisent peuvent-ils attendre encore ou faut-il placer en accusation les responsables politiques qui manquent à leurs obligations comme le préconise Gilles Alfonsi ?



Dessin La Crampe

ONUSIDA, programme commun des Nations unies contre le VIH, l'annonce sans ambiguïté : loin de se stabiliser, l'épidémie du sida continue de se diffuser de manière dramatique dans de nombreux pays africains, en Asie - en particulier en Inde et en Chine -, en Europe de l'Est, en Amérique Latine et dans certaines populations de tous les autres pays (migrants, prisonniers, femmes en situation de précarité, homosexuels...).

Sans mesures significatives prises par les États et les organismes internationaux, et si l'industrie pharmaceutique n'assume pas enfin sa responsabilité devant la société mondiale, des millions de personnes sont condamnées dans les années à venir.

42 millions de personnes sont aujourd'hui infectées par le VIH/SIDA, 3 millions sont mortes en 2002 et 5 millions de nouveaux cas ont été recensés la même année.

Non seulement l'épidémie tue des personnes et traumatise des populations, mais elle provoque la résurgence de maladies que l'on croyait endiguées ; elle annule des années de fragile développement économique et social ; elle ruine les efforts consentis pour faire vivre des systèmes scolaires... Elle fragilise les démocraties et encourage l'instabilité.

Dans un monde où les populations sont de plus en plus mouvantes et les échanges développés, aucune nation ne peut prétendre se protéger en fermant ses frontières. Comme le disent de nombreux spécialistes, l'intérêt bien compris du Nord est que le sida soit combattu au Sud. Or, le fossé en matière d'accès aux soins continue de se creuser, nourrissant un véritable contentieux à l'échelle planétaire.

Freins à la mobilisation

Moins connue que l'ampleur du drame est la misère des arguments utilisés depuis des années pour freiner la diffusion des traitements dans les pays en voie de développement. On a ainsi successivement affirmé que l'insuffisance des structures sanitaires ne permettait pas les suivis médicaux indispensables ; on a ensuite expliqué que l'insuffisance du développement social conduirait les malades à ne pas être compliants aux traitements ; on a même expliqué que des croyances ancestrales de certains peuples africains constituaient un blocage rédhibitoire pour l'accès à des traitements venus d'ailleurs... Autrement dit, l'archaïsme des États - et des populations - pauvres serait la vraie raison de leur malheur. On a enfin beaucoup glosé sur la nécessité de bénéfiques importants des actionnaires des labos, bien évidemment tous destinés à être réinvestis dans la recherche...

À l'inverse, sous la pression des malades, des organisations non gouvernementales et de pays particulièrement mobilisés, des rabais significatifs sur les prix des traitements ont été obtenus, qui montrent que ce qui était impossible lorsque le scandale demeurait silencieux peut devenir possible, dès lors que les principaux concernés et la société civile se mobilisent.

Comment agir ?

Le diagnostic des inégalités entre le Nord et le Sud est connu : c'est donc face au cynisme des chefs d'État des pays les plus riches de la planète que les altermondialistes et les militants anti-sida doivent agir aujourd'hui.

Entre les intentions affichées par les États et les organismes internationaux, les objectifs fixés par les Nations unies et les actes des uns et des autres s'est en effet logé un véritable « fléau » : le cynisme, qu'il ait les atours de simples atermoiements ou prenne la forme d'honteux mensonges.

Nos « maîtres du monde » prétendent sans cesse agir en faveur des peuples. De conférences internationales en congrès mondiaux, ils disent vouloir assumer le pouvoir pour agir contre les malheurs du monde et pour le bonheur des populations. Mais, face à l'épidémie du sida, la plus grave menace que l'humanité doit affronter depuis la seconde guerre mondiale, selon l'expression de Nelson Mandela, il n'est plus temps de formuler un plaidoyer humanitaire.

Premièrement, les réalités de l'épidémie sont de mieux en mieux connues, même si l'on doit sans cesse s'efforcer d'en saisir les conséquences, extrêmement variées, sur les sociétés. En second lieu, les moyens nécessaires pour faire face sont clairement évalués, notamment par ONUSIDA. Désormais, c'est la mise en accusation des responsables qui compte : il ne s'agit pas d'attendre un jugement hypothétique de « l'histoire », mais d'identifier et d'interpeller les responsables, aujourd'hui.

Gilles Alfonsi

Rédacteur en chef de Combat face au sida.

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

Voltaire est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.